

POLITIQUES ET STRATEGIES

L'emploi est un thème central du Projet de société que propose le Président Maouya Ould Sid'Ahmed Taya, pour la Mauritanie. Ce Projet de société, résolument tourné vers l'avenir, nécessite un changement total des structures mentales du citoyen Mauritanien. C'est à dire de ses attitudes face aux problèmes les plus cruciaux de l'économie et de la société en général : attitude face au travail, attitude face à la consommation et au modèle de redistribution des revenus, enfin attitude face à l'éthique sociale choisie et au rôle de l'individu vivant en société. Bref, ce Projet de société implique une nouvelle définition de l'échelle des valeurs qui régit notre société, puisant ses sources dans notre patrimoine culturel et civilisationnel.

Il ressort du programme du Gouvernement pour l'année 2005, tel qu'il vient d'être présenté par le Premier Ministre, Maître Sghair Ould M'Bareck devant le Parlement, que la priorité sera donnée aux aspects suivants :

- Lutte contre le chômage et création d'emplois ;
- Stratégie nationale pour la micro finance ;
- Stratégie de promotion de la micro et petite entreprise.

C'est dire qu'il y a une prise de conscience au plus haut niveau sur le problème de l'emploi et ses aspects connexes.

Nous allons tenter, dans une série d'articles, de donner des réflexions sur ces thèmes et de relater quelques expériences étrangères en la matière.

Economie, emploi et société : évolution et problèmes

Un défi majeur se pose à l'humanité en cette aube du XXI^e siècle; il consiste à atteindre le plein emploi et une croissance économique durable dans l'économie mondiale, ainsi que la capacité d'intégration sociale. Ces derniers temps, ce défi est devenu encore plus complexe, encore plus difficile à relever. Les transformations économiques et sociales et les mutations technologiques se succèdent à un rythme toujours plus rapide, et il faut sans cesse adapter les politiques et les institutions pour faire face à de nouveaux besoins et saisir les occasions offertes par une économie mondiale de plus en plus intégrée.

Les évolutions récentes de l'économie, de l'emploi et du marché du travail dans le contexte d'une mondialisation rapide et de l'intégration des marchés mondiaux ont creusé le fossé entre les pays en termes de participation à l'économie mondiale et d'avantages que les pays, les entreprises et les individus en retirent. Des écarts se creusent également entre différentes catégories de population à l'intérieur des pays, en termes d'accès à des emplois et revenus décents et de participation à la vie économique et sociale.

Dans les pays industrialisés, l'emploi brut a récemment augmenté, mais sa structure a changé. Les marchés du travail sont de plus en plus segmentés. Dans la plupart des entreprises du monde industrialisé, on trouve deux grandes catégories d'emplois: les emplois stables offrant des perspectives de carrière, occupés majoritairement par des hommes et les emplois périphériques, caractérisés par une forte rotation de la main-d'œuvre, de faibles possibilités d'avancement professionnel et peu d'accès à l'éducation et à la formation. Les emplois de la première catégorie sont occupés par des travailleurs hautement qualifiés, alors que ceux de la deuxième catégorie sont occupés par des travailleurs qui n'ont guère d'instruction ou dont les compétences sont devenues obsolètes. De plus en plus, les marchés du travail sont impitoyables pour les travailleurs sans qualifications. L'absence d'intégration des politiques économiques, sociales et de l'emploi et l'augmentation des formes d'emploi atypiques ont rendu de nombreux travailleurs plus vulnérables. Leurs perspectives de

carrière et de formation se sont amoindries et leurs conditions d'emploi se sont détériorées.

Dans les pays en développement, les changements associés à la mondialisation - libéralisation des échanges, restructuration d'entreprises, voire de secteurs entiers, nouvelles pratiques commerciales ou de gestion - ont eu de lourdes conséquences, souvent négatives, sur les marchés du travail. Le chômage a continué à augmenter, les jeunes n'arrivant pas à trouver un emploi productif et rémunérateur. Cette situation a été exacerbée par les licenciements massifs opérés par les entreprises pour répondre aux exigences de la mondialisation, augmenter leur productivité et trouver de nouveaux marchés. Le secteur public a également supprimé des emplois à la suite des coupures budgétaires décidées par l'Etat pour désengorger l'administration et la rendre plus efficace. Il y a de plus en plus de travailleurs pauvres; pour compléter leurs revenus, beaucoup sont contraints d'occuper un deuxième emploi dans le secteur informel où les conditions de travail sont mauvaises et les salaires misérables.

Politiques et Stratégies

Tous les pays sont exposés à la mondialisation et à ses différentes manifestations. La question est de savoir quelles sont les politiques et stratégies les mieux à même de les aider à emprunter le chemin d'un développement économique et social soutenu, à obtenir de bons résultats dans un environnement international de plus en plus compétitif et à réduire les inégalités croissantes en matière de revenu et d'accès à l'emploi ?

Stratégies classiques

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'objectif ultime de l'économie doit être de garantir à chacun, femme ou homme, un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité. Pour l'OIT, le plein emploi doit être un objectif central partout dans le monde.

Ainsi, les politiques et programmes économiques et sociaux tentent:

- d'accélérer le rythme de croissance,

- d'impulser l'investissement dans les créneaux porteurs à forte employabilité,

- d'encourager le travail indépendant et le lancement de micro-projets,

- d'améliorer le rendement des programmes d'aide à l'insertion et l'efficacité des mécanismes de promotion de l'emploi à la faveur d'une évaluation globale de ce programme,

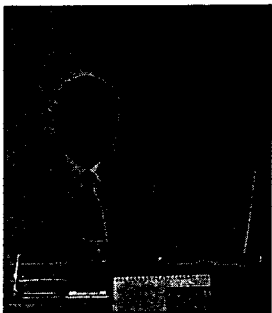
- création de marchés financiers efficaces et intégrés,

- coordination des politiques macroéconomiques et mesures à prendre pour assurer la viabilité des finances publiques, par exemple en réorientant les dépenses publiques de manière à accroître l'importance relative de l'accumulation de capital, tant humain que physique, et en améliorant les effets d'incitation en faveur de l'emploi et de la formation des régimes d'imposition et d'allocation,

Il faut favoriser la création d'un climat macroéconomique propice à l'essor des entreprises et à la création d'emplois, adopter des politiques de croissance économique et de changement technologique qui favorisent au maximum la création d'emplois et appliquer des politiques du marché du travail qui facilitent l'insertion ou la réinsertion des travailleurs dans les emplois productifs.

Nouvelles tendances

Les stratégies précédemment adoptées par les pays en développement - ce que j'ai appelé plus haut "*stratégies classiques*" - ne font plus beaucoup d'adeptes. On reconnaît maintenant de plus en plus que la clé du développement économique et social réside dans les qualifications et compétences individuelles et donc dans les investissements



Par Mohamedna Ould KHATTARY
Expert Comptable, Gérant du Bureau
FAC Consulting

qui sont faits dans l'éducation et la formation. La formation fait augmenter la productivité et le revenu et favorise la participation de tous à la vie économique et sociale. La richesse des nations se fonde de plus en plus sur le savoir et les qualifications de leur force de travail.

Il est nécessaire de mener des politiques économiques et sociales intégrées. Les objectifs en matière d'apprentissage, d'éducation et de formation doivent faire partie intégrante des objectifs stratégiques adoptés pour renforcer l'emploi, la réforme économique et la cohésion sociale, dans la volonté d'évoluer vers une "économie de la connaissance" compétitive et dynamique, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi.

La stratégie d'éducation et de formation doit permettre de surmonter les difficultés liées à la mondialisation par une compétitivité accrue, tout en réduisant les inégalités croissantes qui s'observent sur le marché du travail.

La croissance économique et le

marché du travail.

La croissance économique et le développement social d'un pays sont toujours liés à l'importance de ses investissements dans l'éducation et la formation. Les pays ayant les plus hauts revenus sont les pays dont les travailleurs ont le niveau d'instruction le plus élevé: l'enseignement primaire y est universel, l'enseignement secondaire quasi universel et le taux de fréquentation des établissements d'enseignement supérieur avoisine 50 pour cent du groupe d'âge concerné.

Quid pour la Mauritanie

La Mauritanie n'échappe pas à la règle, nous devons savoir qu'une meilleure instruction est synonyme de meilleur emploi. Cela vaut pour les jeunes qui sont actuellement aux études. Cela vaut également pour ceux et celles qui se trouvent déjà sur le marché du travail et qui, pour garder leur emploi, doivent désormais parfaire leur formation durant toute leur vie active.

C'est ce que Le Président de la République Monsieur Maaouya Ould Sid'ahmed Taya n'a cessé de rappeler. En effet il ne rate pas l'occasion pour nous convier à une économie et une société fondées sur la connaissance et les qualifications. N'a-t-il pas déclaré à l'occasion de la dernière fête d'El Fitr ? *"Je vous convie tous à redoubler d'efforts pour éradiquer l'analphabétisme et favoriser la diffusion du savoir et des sciences sur l'ensemble de notre pays."*

Dans les zones rurales, le manque d'instruction et d'information fait que les pauvres ne savent pas toujours gérer la production agricole d'une manière appropriée, ce qui peut provoquer une baisse de leur revenu et une perte de leur rendement productif. Le manque d'instruction peut également les empêcher de commercialiser leurs produits de manière optimale, ce qui aura des conséquences négatives sur leur revenu.

Le Ministère du Développement Rural et de l'Environnement (MDRE), doit faire un grand effort d'instruction et d'information dans les zones rurales, à travers notamment le Projet de Développement Intégré de l'Agriculture Irriguée en Mauritanie (PDLAIM) et la Direction de la Recherche, de la Formation et de la Vulgarisation (DRFV).

L'inadéquation entre les emplois

offerts et les qualifications existantes sur le marché est une des causes du chômage et du sous-emploi.

L'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP-FTP), créé par le Décret 2002/053 dans le cadre de la stratégie de développement de ce secteur pour la décennie 2001-2010, atténuera sans doute les conséquences de cette inadéquation.

L'INAP-FTP est dirigé par une équipe de jeunes cadres compétents, intègres et maîtrisant parfaitement bien leurs dossiers. C'est sans doute l'une des raisons de la réussite de cet institut.

Par ailleurs, le Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion (CDHLPI) a un programme ambitieux dans ce domaine.

Ces actions, et d'autres non citées, quoique louables, ne sauraient supplanter une réforme de notre système éducatif dont le développement est fait sans lien étroit avec les possibilités immédiates d'emploi.

Pour briser l'engrenage de la pauvreté et du chômage et lui substituer une dynamique d'insertion par l'économique et de création d'opportunités, l'Etat mauritanien doit ériger l'emploi au premier rang de ses priorités au cours des prochaines années.

L'emploi doit être considéré comme un objectif stratégique commun et explicite à l'ensemble des politiques sectorielles et non comme un simple résultat implicite de politiques macroéconomiques saines et de marchés dynamiques.

Il faudra faire de très gros efforts en matière d'éducation et de formation et les relayer par d'autres mesures économiques et sociales pour aider les travailleurs à avoir accès à un travail décent et à participer plei-

nement à la vie économique et sociale.

Parmi ces mesures la décision du Président Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya de créer une Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes et dont le pro-

jet de loi vient d'être adopté par le dernier conseil de ministres.

Notre prochain article traitera de l'importance d'une telle Agence, de ses objectifs et du chemin qu'elle doit emprunter pour réussir sa mission. ■